



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
23 décembre 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Communication n° 2351/2014

Décision adoptée par le Comité à sa 115^e session (19 octobre-6 novembre 2015)

Communication présentée par : R. G. et consorts (représentés par un conseil,
Helge Nørrung)

Au nom de : Les auteurs

État partie : Danemark

Date de la communication : 4 mars 2014 (date de la lettre initiale)

Références : Décision prise par le Rapporteur spécial
en application des articles 92 et 97 du Règlement
intérieur, communiquée à l'État partie le 5 mars
2014 (non publiée sous forme de document)

Date de la décision : 2 novembre 2015

Objet : Expulsion vers le Pakistan

Questions de procédure : Griefs insuffisamment étayés

Questions de fond : Droit à la vie ; risque de torture et de mauvais
traitements ; liberté de religion

Articles du Pacte : 6, 7 et 18

Article du Protocole facultatif : 2



Annexe

Décision du Comité des droits de l'homme en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (115^e session)

concernant la

Communication n° 2351/2014*

<i>Présentée par :</i>	R. G. et consorts (représentés par un conseil, Helge Nørrung)
<i>Au nom de :</i>	Les auteurs
<i>État partie :</i>	Danemark
<i>Date de la communication :</i>	4 mars 2014 (date de la lettre initiale)

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 2 novembre 2015,

Ayant achevé l'examen de la communication n° 2351/2014, présentée en vertu du Protocole se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant tenu compte de toutes les informations écrites communiquées par les auteurs de la communication et l'État partie,

Adopte ce qui suit :

Décision concernant la recevabilité

1.1 Les auteurs de la communication sont R. G. et son fils adulte I. G., nés en 1966 et en 1994, respectivement. Ils présentent la communication en leur nom et au nom des deux filles mineures de R. G. Ils sont de nationalité pakistanaise et appartiennent à la minorité chrétienne. Ils affirment que, si le Danemark les expulsait vers le Pakistan, il violerait les droits qu'ils tiennent des articles 6, 7 et 18 du Pacte, car ils craignent pour leur vie. Ils sont représentés par un conseil. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour le Danemark le 23 mars 1976.

1.2 La communication a été enregistrée le 5 mars 2014. Conformément à l'article 92 de son règlement intérieur, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial pour les nouvelles communications et les mesures provisoires, a demandé à l'État partie de ne pas expulser les auteurs vers le Pakistan tant que leur communication serait à l'examen

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication :
Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Ahmed Amin Fathalla, Olivier de Frouville,
Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi,
Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujall Seetulsingh,
Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

devant le Comité. Le 10 mars 2014, la Commission danoise de recours des réfugiés a suspendu jusqu'à nouvel ordre le délai imparti pour le départ des auteurs, conformément à la requête du Comité. Le 5 septembre 2014, l'État partie a demandé au Comité de lever les mesures provisoires, arguant que les auteurs n'avaient pas démontré, aux fins de la recevabilité, l'existence d'une violation et que la communication n'était pas suffisamment étayée. Le 24 novembre 2014, le Comité a rejeté la demande de levée des mesures provisoires¹. Les auteurs résident actuellement au Danemark.

Rappel des faits présentés par les auteurs

2.1 Les auteurs affirment qu'ils étaient victimes de harcèlement au Pakistan parce qu'ils sont chrétiens. Ils expliquent que, le 25 mai 2012, alors qu'il se trouvait à l'école, I. G. a été accusé de prêcher le christianisme aux musulmans et a été frappé par des condisciples plus âgés, de confession musulmane. Le dimanche suivant, le 27 mai 2012, alors qu'elle revenait de l'église, toute la famille a été agressée par quatre jeunes hommes, dont deux faisaient partie des condisciples d'I. G. plus âgés que lui qui l'avaient agressé à l'école et les deux autres étaient des hommes un peu plus âgés. Une des sœurs mineures d'I. G. avait eu une hémorragie provoquée par les coups reçus. Les agresseurs avaient menacé de tuer I. G. et d'enlever ses sœurs. Plus tard la même nuit, le feu avait été mis à la maison des auteurs. Toute la famille s'était alors immédiatement réfugiée à Karachi, chez le cousin de la mère, qui les avait aidés à quitter le pays pour aller au Danemark, le 18 juin 2012.

2.2 Les auteurs n'ont pas porté plainte à la police pakistanaise parce qu'ils n'avaient aucune confiance dans les autorités et parce qu'ils craignaient des représailles. Ils affirment également que, même s'ils n'avaient pas subi de harcèlement à cause de leurs convictions religieuses avant ces faits, divers rapports publics faisant état d'autres agressions commises dans tout le pays montrent que des militants musulmans n'hésiteront pas à prendre des non-musulmans pour cibles et à les tuer. Dans ce contexte, les auteurs affirment que c'est à cause de leurs convictions religieuses qu'ils sont exposés aux risques indiqués et que, s'ils sont renvoyés au Pakistan, ils devront garder leurs convictions secrètes et il leur sera difficile de pratiquer librement leur religion.

2.3 Les auteurs sont arrivés au Danemark le 9 juillet 2012 sans documents de voyage valides. Ils ont présenté une demande d'asile, mais leur demande de permis de séjour, en application de l'article 7 de la loi sur les étrangers a été rejetée par le Service danois de l'immigration le 22 mars 2013. Le 13 juin 2013, la Commission danoise de recours pour les réfugiés a confirmé la décision rendue par le Service de l'immigration, qui a refusé d'accorder l'asile aux auteurs². Les auteurs avaient fait valoir comme motif d'obtention de l'asile qu'ils craignaient, s'ils étaient renvoyés au Pakistan, d'être tués par le groupe de jeunes musulmans qui avaient menacé I. G. et les membres de sa famille. Ils avaient aussi peur que les filles mineures soient agressées et violées. Par une lettre datée du 12 août 2013, le conseil des auteurs a demandé à la Commission de rouvrir la procédure d'asile. Les auteurs ont été convoqués au poste de police le 12 février 2014, et ont décidé d'accepter par écrit un retour volontaire pour éviter d'être placés dans le centre de rétention d'Ellebæk avant leur expulsion, prévue le 5 mars 2014 sur un vol qui devait partir à 19 h 10³. Le 3 mars 2014, la Commission a décidé qu'aucun motif ne justifiait la réouverture de la procédure d'asile ni la prorogation du délai imparti aux auteurs pour quitter le pays puisque

¹ L'État partie a prié le Comité de retirer la demande de mesures provisoires parce que les auteurs n'avaient pas établi qu'ils risqueraient de subir des préjudices irréparables s'ils étaient renvoyés au Pakistan.

² Les cas des auteurs ont été traités ensemble par le Service danois de l'immigration et par la Commission.

³ L'expulsion devait avoir lieu dans un délai de vingt-quatre heures après la réception de la demande initiale.

aucune nouvelle information ou considération importante n'avait été apportée par rapport aux informations déjà communiquées à l'audience initiale qui s'était tenue devant elle. Elle a donc confirmé sa décision de rejet du 13 juin 2013.

2.4 Dans sa décision du 13 juin 2013, la Commission a relevé que les auteurs et leur famille n'avaient appartenu à aucune association ou organisation politique ou religieuse et n'avaient participé à aucune activité politique. En outre, les auteurs n'avaient jamais eu de problèmes avec les autorités pakistanaises. La Commission ne voyait aucune raison de contester le récit du fils du requérant, I. G., qui avait déclaré que des garçons plus âgés qui fréquentaient la même école l'avaient abordé et frappé, ni de ne pas croire les requérants quand ils disaient qu'au sortir de l'église, le dimanche suivant, ces deux condisciples plus âgés, accompagnés de deux autres hommes un peu plus âgés, attendaient la famille et avaient frappé R. G. et son fils I. G. et avaient bousculé ses filles. La Commission a cependant relevé que le récit de R. G. concernant l'incendie était douteux et que cet incident semblait avoir été inventé pour l'occasion. Si elle comprenait qu'il était difficile pour R. G. de déterminer avec précision et cohérence quand et comment elle avait découvert qu'une chambre de la maison était en proie aux flammes, la Commission ne pouvait pas considérer qu'il avait été établi que le feu avait été mis à la maison de la requérante le 27 mai 2012⁴. Elle a en outre relevé que les faits survenus à l'école et devant l'église n'avaient pas été signalés aux autorités. Elle a conclu que ces faits isolés étaient liés à des différends entre le fils de l'auteur et certains de ses condisciples et ne pouvaient pas justifier l'obtention de la protection prévue par l'article 7 de la loi sur les étrangers. Pour la Commission, ce différend relevait du droit privé et n'était pas d'une gravité ou d'une nature qui justifiaient que l'asile soit accordé, en vertu des paragraphes 1 ou 2 de l'article 7 de la loi sur les étrangers, pour risque de persécution ou de violence si les auteurs étaient renvoyés au Pakistan. La Commission a donc confirmé la décision rendue par le Service danois de l'immigration le 22 mars 2013.

2.5 Les auteurs indiquent également qu'en avril 2012, G, un autre fils de R. G., avait épousé une femme de confession musulmane, qui s'était ensuite convertie au christianisme. La famille des auteurs avait rompu avec G en 2011 parce qu'elle se sentait offensée par cette relation avec une non-chrétienne. Les auteurs affirment qu'en mai et novembre 2011, G avait été la cible de coups de feu à plusieurs reprises à cause de cette relation. Il a donc quitté le Pakistan avec son épouse à une date non précisée, après le mariage. Le 24 juin 2013, le couple a obtenu l'asile au Danemark, en application du paragraphe 1 de l'article 7 de la loi sur les étrangers, en raison des actes de harcèlement que les époux avaient subis de la part de la famille de la femme et de la population locale d'Islamabad, où ils s'étaient installés, après la conversion de la femme au christianisme⁵. Lors de ses délibérations sur la demande d'asile du couple, la Commission avait admis l'hypothèse que le beau-père de G était probablement l'instigateur des coups de feu de 2011.

2.6 C'est seulement après que G et son épouse avaient obtenu un permis de séjour que les auteurs se sont réconciliés avec eux au Danemark et que toute la famille s'est retrouvée réunie. Cette réconciliation a permis aux conseils des auteurs et de G et de son épouse, ainsi qu'aux autorités compétentes, de comparer les éléments des deux dossiers. Les auteurs affirment qu'il existe un risque élevé que la situation de G et de son épouse ait des

⁴ Il ressort de l'appréciation des faits par la Commission aux fins de sa décision du 13 juin 2013 que l'auteur dormait, l'après-midi ou le soir, quand un incendie volontaire a éclaté au domicile familial. La Commission a souligné en particulier que R. G. avait eu du mal à dire précisément quand elle avait découvert qu'un incendie avait éclaté dans une des chambres parce qu'elle n'avait pas pu expliquer de manière exacte et cohérente dans quelle partie de la maison elle se trouvait à ce moment-là. La Commission n'avait donc trouvé aucun motif de reconnaître qu'un incendie volontaire avait éclaté chez les auteurs le 27 mai 2012.

⁵ G et son épouse n'étaient pas entrés au Danemark en même temps que les auteurs.

répercussions négatives sur leur propre situation s'ils sont renvoyés au Pakistan, car les auteurs, y compris les filles mineures de R. G., risqueraient d'être victimes d'actes de harcèlement, de menaces et de violence allant jusqu'au viol, encore plus graves. Ils affirment également que le harcèlement qu'ils ont subi en mai 2012 était lié aux actes de persécution commis contre G et son épouse à la suite de leur relation et de leur mariage en avril, soit un mois seulement avant l'agression de la famille de l'auteur.

2.7 Le 12 août 2013, les auteurs ont demandé à la Commission de réexaminer sa décision de rejet de leur demande d'asile. Ils mentionnaient pour la première fois ce qui s'était passé avec G et son épouse, affirmant que l'existence d'un lien entre les agressions qu'ils avaient eux-mêmes subies et le mariage de G n'était pas à exclure. Ils affirmaient aussi que les actes de persécution subis par G avant son départ du Pakistan montraient qu'eux-mêmes couraient un risque réel de persécution s'ils étaient renvoyés au Pakistan.

2.8 Dans sa décision du 3 mars 2014, la Commission a indiqué qu'elle avait jugé étonnant que les auteurs aient attendu que deux décisions de rejet aient été rendues dans deux procédures et que G et son épouse aient obtenu un permis de résidence pour décider de mentionner leur situation dans la demande de réouverture de la procédure d'asile. Elle a rappelé en outre que G n'avait eu aucune relation avec les auteurs depuis 2011 et que la famille de l'épouse de G n'avait jamais rendu visite aux auteurs avant leur départ du Pakistan en juin 2012. Enfin, la Commission a noté que le fait d'être chrétien au Pakistan n'était pas en soi un motif suffisant pour obtenir la protection prévue par la loi sur les étrangers, que les auteurs n'avaient jamais eu de problèmes avec les autorités et que la situation générale au Pakistan n'avait aucune incidence sur sa décision. Conformément à sa décision du 13 juin 2013, les auteurs étaient donc tenus de quitter le pays.

2.9 Les auteurs font en outre valoir que la Commission ne les a pas convoqués à une nouvelle audience et s'est bornée à adopter une décision écrite, tirant ainsi directement une conclusion hâtive quant à leur sincérité et à leur crédibilité. Ils signalent que la Commission a noté que les agressions commises à l'école d'I. G. avaient eu lieu le 25 mai 2012, que l'agression des auteurs alors qu'ils rentraient de la messe avait eu lieu le dimanche 27 mai 2012 et que les tentatives d'abattre G par balles en mai et en novembre 2011, qui avaient motivé la décision de la Commission d'accorder l'asile à G et à son épouse, avaient probablement été commises à l'instigation du beau-père de G, qui résidait en Angleterre. Compte tenu de ce qui précède, les auteurs considèrent qu'ils seraient même exposés aujourd'hui à un risque plus élevé que par le passé en cas de renvoi au Pakistan parce qu'il était probable que la famille de l'épouse de G les harcèlerait pour savoir où se trouvait celle-ci, puisque le lieu où se trouvait G au Danemark avait été tenu secret. Les auteurs ajoutent que les informations générales sur la situation des chrétiens au Pakistan, et en particulier des convertis, montrent que leurs craintes sont vraiment fondées.

2.10 Les auteurs affirment avoir épuisé tous les recours internes disponibles car les décisions de la Commission ne sont pas soumises à un contrôle judiciaire. Ils indiquent aussi que la même question n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

Teneur de la plainte

3.1 Les auteurs affirment qu'en les renvoyant au Pakistan contre leur gré, le Danemark violerait les droits qu'ils tiennent des articles 6, 7 et 18 du Pacte parce que leur vie serait de nouveau menacée à cause de leur confession chrétienne et en raison de leur lien de parenté avec G et son épouse, qui avaient été violemment agressés en 2011. Ils affirment que, s'ils retournaient aujourd'hui au Pakistan, ils seraient exposés à un risque de harcèlement plus élevé qu'avant leur départ.

3.2 D'après les auteurs, les agressions violentes qu'ils ont eux-mêmes subies en mai 2012 et les coups de feu dont G a été la cible en mai et en novembre 2011 prouvent que, s'ils étaient expulsés vers le Pakistan, ils seraient exposés à un risque réel de perdre la vie ou d'être soumis à des traitements inhumains et dégradants, en violation de l'article 6 (par. 1) et de l'article 7 du Pacte. Les auteurs affirment en outre que leurs craintes sont étayées par les informations générales disponibles sur la situation des chrétiens, et en particulier des personnes converties au christianisme, dans leur pays. Ils ajoutent que, s'ils retournaient au Pakistan, ils seraient contraints de garder leurs convictions religieuses secrètes et seraient ainsi empêchés d'exercer librement leur religion, en violation de l'article 18 du Pacte.

3.3 Enfin, les auteurs affirment que le risque qu'ils subissent des actes de harcèlement est aujourd'hui plus élevé en raison de la détérioration de la situation générale dans le pays, qui résulte des modifications récemment apportées aux lois pakistanaïses sur le blasphème.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans une lettre du 5 septembre 2014, l'État partie a présenté ses observations sur la recevabilité et sur le fond de la communication. Il considère que les auteurs n'ont pas démontré qu'en cas de renvoi au Pakistan ils seraient exposés à un risque de dommage irréparable et estime, pour la même raison, que la communication est irrecevable parce qu'elle est manifestement dénuée de fondement.

4.2 Pour ce qui est des griefs soulevés au titre de l'article 6 du Pacte, l'État partie objecte que cet article garantit notamment le droit de ne pas être privé de la vie arbitrairement ou illégalement par l'État ou ses agents ou par des personnes privées ou des entités non étatiques en violation de l'obligation positive qu'ont les États parties d'adopter des mesures pour protéger la vie des personnes⁶.

4.3 En ce qui concerne l'article 7 du Pacte, l'État partie renvoie à la jurisprudence du Comité, qui a indiqué que les États parties ont l'obligation de ne pas extraditer, déplacer ou expulser une personne de leur territoire ou la transférer par d'autres moyens si cette mesure a pour conséquence nécessaire et prévisible d'exposer l'intéressé à un risque réel de préjudice irréparable, comme les traitements visés à l'article 7 du Pacte, que ce soit dans le pays vers lequel doit être effectué le renvoi ou dans tout autre pays vers lequel l'intéressé pourrait être renvoyé par la suite. L'État partie rappelle que, conformément à la jurisprudence du Comité, un tel risque doit être personnel et qu'il faut des motifs sérieux de conclure à l'existence d'un risque réel de préjudice irréparable⁷. Il fait observer que les obligations qui lui incombent en vertu des articles 6 et 7 du Pacte sont prises en compte par le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi relative aux étrangers, qui dispose qu'un permis de séjour est accordé à l'étranger qui en fait la demande si celui-ci risque d'être condamné à mort ou d'être soumis à des actes de torture ou à des peines ou traitements inhumains ou dégradants s'il est renvoyé dans son pays d'origine.

4.4 En ce qui concerne les articles 6 et 7 du Pacte, l'État partie affirme en outre, pour les raisons ci-après, que les auteurs n'ont pas présenté d'éléments en faveur de la recevabilité de leur communication puisqu'il n'a pas été établi qu'il existait des raisons sérieuses de croire qu'ils seraient exposés au risque de perdre la vie ou d'être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants s'ils étaient renvoyés au Pakistan. L'État partie considère par conséquent que cette partie de la communication n'est pas suffisamment étayée et devrait être déclarée irrecevable.

⁶ À ce sujet, l'État partie renvoie aux paragraphes 1 et 5 de l'observation générale n° 6 (1982) du Comité sur le droit à la vie.

⁷ Voir, par exemple, la communication n° 2007/2010, *J. J. M. c. Danemark*, constatations adoptées le 26 mars 2014, par. 9.2.

4.5 En ce qui concerne l'article 18 du Pacte, l'État partie affirme que les auteurs n'ont pas apporté d'éléments en faveur de la recevabilité de leur communication au titre de cet article parce qu'ils n'ont pas démontré qu'il y avait des motifs sérieux de croire que les droits qu'ils tiennent de cet article ont été violés. L'État partie considère par conséquent que cette partie de la communication devrait également être considérée irrecevable.

4.6 Si toutefois le Comité devait considérer que la communication est recevable, l'État partie affirme que les auteurs n'ont pas suffisamment montré que leur expulsion vers le Pakistan constituerait une violation des articles 6, 7 et 18 du Pacte. Il fait valoir que la communication du 4 mars 2014 n'apporte aucune nouvelle information ou observation essentielle concernant leur situation, par rapport aux informations ou observations présentées à l'appui de la demande de réouverture de la procédure d'asile, déjà tranchée par la Commission dans sa décision du 3 mars 2014⁸. D'après l'État partie, les auteurs tentent en réalité d'utiliser le Comité comme un organe d'appel afin d'obtenir le réexamen des éléments de fait invoqués à l'appui de leur demande d'asile. L'État partie souligne que le Comité doit accorder un poids considérable aux conclusions de la Commission, qui est mieux placée que lui pour apprécier les faits dans l'affaire. La Commission est un organe collégial, de nature quasi juridictionnelle. Elle a rendu ses décisions à l'issue d'une procédure au cours de laquelle les auteurs ont pu présenter leurs arguments par écrit et oralement en bénéficiant de l'assistance d'un conseil, et s'est prononcée après avoir conduit un examen exhaustif et approfondi des éléments de preuve.

4.7 L'État partie indique que le critère appliqué par la Commission pour accorder un permis de séjour au titre du paragraphe 1 de l'article 7 de la loi sur les étrangers peut être ramené à l'obligation pour tout demandeur d'asile de montrer que sa crainte de faire personnellement l'objet d'une persécution particulière d'une certaine gravité en cas de renvoi dans son pays d'origine est fondée.

4.8 En ce qui concerne les faits de harcèlement décrits par I. G., la Commission a conclu, dans sa décision du 13 juin 2013, qu'il était établi qu'I. G. avait été abordé et frappé par des condisciples plus âgés que lui le vendredi 25 mai 2012 après avoir répondu pendant une récréation à des questions sur les traditions chrétiennes. Elle a en outre considéré que le récit des auteurs, qui avaient expliqué que deux élèves des classes supérieures et deux autres hommes un peu plus âgés les avaient attendus après la messe le dimanche suivant, le 27 mai 2012, et les avaient frappés, bousculant les deux filles mineures de R. G., représentait la réalité. L'État partie rappelle cependant que la Commission a constaté que les auteurs n'avaient encore jamais eu de problèmes avec les autorités pakistanaises, qu'ils n'avaient signalé aucun des deux incidents relatés et que les problèmes isolés qu'I. G. avait eu avec quelques condisciples ne pouvaient donner lieu à la protection prévue par l'article 7 de la loi sur les étrangers ou par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés parce qu'il s'agissait d'un différend d'ordre privé, dont la gravité ou la nature ne justifiait pas l'asile.

4.9 La Commission n'a pas pu retenir comme élément de fait établi l'incendie volontaire qui, selon les auteurs, aurait touché le domicile familial le 27 mai 2012 après la messe. Elle a conclu que le récit de R. G. à ce propos avait semblé douteux et inventé pour l'occasion, surtout parce que R. G. n'avait pas su dire avec précision et cohérence où elle se trouvait dans la maison quand elle avait découvert qu'il y avait le feu dans une chambre, quand le feu avait pris et où se trouvaient chacun des membres de la famille à ce moment-là, si elle-même avait été témoin de cet incendie volontaire et si elle connaissait l'identité des incendiaires. L'État partie fait observer qu'il a été donné lecture de leurs déclarations à R. G. et I. G. lors des entretiens menés par le Service danois de l'immigration le 16 août 2012 et les 29 janvier et 11 février 2013, et qu'aucun d'eux n'avait eu de problème

⁸ Décision par laquelle la Commission a refusé de rouvrir la procédure de demande d'asile des auteurs.

d'interprétation ni fait de commentaires sur les incohérences relevées par la Commission. L'État partie s'appuie donc entièrement sur les décisions rendues le 13 juin 2013 par la Commission qui a conclu que le récit détaillé de R. G. sur les circonstances de l'incendie, qui est un élément crucial des motifs invoqués par les auteurs pour demander l'asile, était si incohérent, imprécis et sur certains points contradictoire que les détails relatés ne pouvaient pas être retenus comme des éléments de fait.

4.10 Pour ce qui est de la demande de réouverture de la procédure d'asile par la Commission, l'État partie note que les auteurs ont fait état des problèmes qu'avaient eus G et son épouse. Le conseil des auteurs a fait observer que les agressions subies par ceux-ci dans leur pays d'origine en mai 2012 et la cérémonie de mariage de G et son épouse, en avril 2012, avaient eu lieu quasiment au même moment et qu'on ne pouvait donc pas exclure qu'il y avait un lien entre les problèmes que les auteurs avaient eus au Pakistan et le conflit qui opposait G et son épouse à la famille de celle-ci. Comme l'a indiqué l'État partie, le conseil a également déclaré que, du moins à présent, les auteurs étaient exposés à un risque sérieux de violences de la part des membres de la famille de l'épouse de G s'ils retournaient au Pakistan. Dans la communication, les auteurs ont affirmé que le risque qu'ils encourraient s'ils étaient renvoyés aujourd'hui dans leur pays était même plus élevé aujourd'hui que par le passé puisque le couple avait obtenu une protection au Danemark à cause du conflit qui les opposait à la famille de l'épouse de G. À ce sujet, l'État partie fait observer que, dans ses décisions du 3 mars 2014, la Commission a conclu que, même si les auteurs craignaient des conflits avec la famille de l'épouse de G à cause du mariage de G, l'appréciation de l'affaire n'aurait pas été différente. Elle s'est étonnée que les auteurs n'aient pas mentionné les problèmes avec la famille de l'épouse de G avant que le couple ne bénéficie d'un permis de séjour en application du paragraphe 1 de l'article 7 de la loi sur les étrangers. Dans son appréciation, la Commission a tenu compte du fait que G ne vivait plus avec sa famille depuis 2011 et qu'il n'y avait plus eu aucun contact entre eux à partir de cette date. Elle a également relevé que, d'après les renseignements disponibles, les auteurs n'avaient jamais été approchés ni recherchés par la famille de l'épouse de G, pas même après avril 2012, date du mariage, alors qu'ils vivaient toujours dans leur ville d'origine.

4.11 L'État partie ne voit aucune raison de contester l'appréciation faite par la Commission. On ne saurait considérer comme un fait que l'incident du 25 mai 2012, lors duquel I. G. avait été abordé par des condisciples, et celui du 27 mai 2012, lors duquel les auteurs ont été agressés par quatre jeunes hommes alors qu'ils rentraient de l'église, ont un quelconque lien avec les éléments sur la base desquels l'asile a été accordé à G et à son épouse, ni que, s'ils étaient renvoyés, les auteurs risqueraient de faire l'objet de violences de la part de la famille de l'épouse de G à cause du mariage.

4.12 Pour l'État partie, la crainte que les auteurs éprouvent à l'égard de la famille de l'épouse de G ne repose que sur des conjectures, puisqu'ils n'ont rencontré aucun membre de cette famille ni à l'occasion du mariage ni avant leur départ en juin 2012, et parce qu'ils n'ont pas expliqué de manière plausible pourquoi ils n'avaient pas fait état de leur crainte de faire l'objet de violences de la part de cette famille s'ils étaient renvoyés au Pakistan avant que la Commission ne décide d'accorder l'asile à G et à son épouse. L'État partie rappelle que le Comité a déclaré à plusieurs occasions qu'il appartenait généralement aux juridictions des États parties au Pacte d'apprécier les faits et les éléments de preuve dans un cas d'espèce, sauf s'il pouvait être établi que cette appréciation avait été manifestement arbitraire ou avait représenté un déni de justice. L'État partie affirme que la Commission a tenu compte de tous les éléments pertinents dans ses décisions et que la communication présentée au Comité n'a pas révélé d'informations qui montreraient que, s'ils étaient renvoyés au Pakistan, les auteurs risqueraient de subir des persécutions ou d'autres mauvais traitements justifiant que l'asile leur soit accordé.

4.13 Pour ce qui est du grief des auteurs qui affirment qu'au Pakistan, ils ne pourront pas exercer publiquement leur religion et devront la tenir secrète, l'État partie appelle l'attention sur la décision préjudicielle de la Cour de justice de l'Union européenne⁹, dans laquelle il est établi que les autorités compétentes doivent vérifier, au regard des circonstances personnelles de l'intéressé, si celui-ci, en raison de l'exercice de cette liberté dans son pays d'origine, court un risque réel, notamment, d'être poursuivi ou d'être soumis à des traitements ou à des peines inhumains ou dégradants justifiant l'asile. La crainte des intéressés d'être persécutés ou de subir un traitement justifiant l'asile n'est donc fondée que si l'on peut raisonnablement penser qu'à leur retour dans leur pays d'origine, ils auront des pratiques religieuses qui les exposeront à un risque réel de persécution ou de traitement justifiant l'asile. Dans ces circonstances, lesdites autorités ne peuvent raisonnablement s'attendre à ce que la personne concernée renonce à ces pratiques religieuses. L'État partie fait observer à ce sujet que, même s'il est impossible d'exiger des auteurs qu'ils cachent ou gardent secrètes leurs convictions religieuses pour éviter tout problème dans leur pays d'origine, il reste crucial pour décider d'accorder l'asile aux intéressés de déterminer si leur crainte d'être persécutés par les autorités ou par des particuliers au Pakistan à cause de leurs convictions religieuses est bien fondée. Pour la Commission, tel n'est pas le cas.

4.14 L'État partie indique à ce sujet que d'après les informations sur la situation générale dont est saisie la Commission, notamment le rapport d'information sur les pays d'origine publié par le Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, trois à quatre millions de chrétiens environ vivent au Pakistan. Il ressort en outre de ces informations que la communauté chrétienne fait l'objet dans ce pays de discrimination et de mauvais traitements¹⁰.

4.15 Cela étant, ces informations générales indiquent également que les autorités pakistanaises n'engagent pas de poursuites judiciaires contre des personnes pour le seul fait qu'elles sont chrétiennes. Des procédures sont parfois engagées pour blasphème par des communautés religieuses locales ou, avec l'appui de celles-ci, par des particuliers ayant un litige avec des chrétiens au plan local, même si l'objet réel des procédures n'est pas toujours d'ordre religieux mais vise la défense d'intérêts privés, par exemple obliger un particulier à abandonner un bien. En vertu des dispositions de la législation pakistanaise relatives au blasphème, le premier rapport d'enquête n'aboutit pas nécessairement à l'ouverture de poursuites et à l'emprisonnement¹¹.

4.16 L'État partie indique à ce sujet que, dans sa décision du 3 mars 2014, la Commission a expressément tenu compte de l'importance de la situation générale des chrétiens au Pakistan et a constaté à ce propos que le fait que les auteurs soient de confession chrétienne n'était pas en soi suffisant pour qu'ils remplissent les conditions requises pour obtenir

⁹ Affaires jointes C-71/11 et C-99/11, *République fédérale d'Allemagne c. Y. (C-71/11) et Z. (C-99/11)*, décision du 5 septembre 2012.

¹⁰ Voir le rapport d'information sur les pays d'origine du Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni daté du 9 août 2013, sect. 19.180, et l'article intitulé « Mémoire thématique sur le Pakistan : situation des chrétiens » (en norvégien) de Landinfo – Centre d'information sur les pays d'origine (Norvège), daté du 20 juin 2013.

¹¹ L'État partie se réfère aux principes directeurs pour l'évaluation des besoins de protection internationale des membres des minorités religieuses du Pakistan datés du 14 mai 2012, publiés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en particulier aux pages 25 et suivantes. D'après ces principes directeurs, la minorité chrétienne au Pakistan fait l'objet d'actes de discrimination et de harcèlement répétés, ainsi que d'actes de violence motivés par la religion perpétrés par des groupes militants et par des éléments fondamentalistes. Les dispositions pénales, notamment les lois sur le blasphème, seraient utilisées par des organisations militantes et par les membres de certaines communautés musulmanes pour intimider et harceler les chrétiens, et pour se venger ou pour régler des différends personnels ou commerciaux.

l'asile au Danemark. L'État partie s'appuie sur les décisions de la Commission en date des 13 juin 2013 et 3 mars 2014 et conclut que rien ne permet d'établir que le renvoi des auteurs au Pakistan constituerait une violation de l'article 18 du Pacte.

4.17 L'État partie considère que les auteurs n'ont pas apporté d'éléments suffisants aux fins de la recevabilité des griefs tirés des articles 6, 7 et 18 du Pacte¹² car la communication n'est pas suffisamment étayée. Si le Comité devait déclarer la communication recevable, le Gouvernement fait valoir qu'il n'a pas été établi qu'il existait des motifs sérieux de croire que les auteurs risquent d'être privés de la vie ou d'être soumis à la torture ou à une peine ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant en cas de renvoi au Pakistan. L'expulsion des auteurs ne constituera donc pas une violation de l'article 6 ou de l'article 7 du Pacte. L'État partie considère que les auteurs n'ont pas démontré que leur crainte de subir des persécutions de la part des autorités ou de particuliers à cause de leurs convictions religieuses était fondée et il conclut qu'ils n'ont pas démontré qu'il y avait atteinte aux droits garantis par l'article 18 du Pacte.

Commentaires des auteurs sur les observations de l'État partie

5.1 En date du 13 octobre 2014, le conseil des auteurs a fait part de ses commentaires sur les observations de l'État partie concernant la recevabilité et le fond. Pour ce qui est de la demande de l'État partie tendant à lever les mesures provisoires, les auteurs affirment que leur besoin de protection n'a pas changé depuis l'envoi de leur lettre initiale. Ils maintiennent que, s'ils sont renvoyés au Pakistan, ils seront exposés à un risque très important de perdre la vie ou de subir un préjudice grave, y compris pour les filles mineures le risque de viol. Ils font valoir également que l'État partie n'a avancé aucune raison particulière qui expliquerait pourquoi il affirme que leur vie n'est pas réellement en danger.

5.2 En date du 13 novembre 2014, les auteurs ont fait parvenir des observations complémentaires. Ils disent avoir épuisé les recours internes puisqu'en vertu de la loi sur les étrangers, la décision de la Commission ne peut être contestée devant les tribunaux ordinaires. Leur conseil relève en outre deux problèmes posés par le fonctionnement de la Commission au regard du droit à une procédure équitable : le fait que l'un des cinq membres de la Commission travaille au Ministère de la justice, ce qui met en question la neutralité de la Commission puisque le Ministère de la justice supervise le fonctionnement du Service de l'immigration ; le fait qu'aucune qualification ne soit exigée pour exercer la fonction d'interprète au Service de l'immigration ou à la Commission. Les auteurs affirment en outre que le fait qu'il n'y ait pas de formulaire écrit à remplir par les requérants dans la présente procédure d'asile signifie qu'aucune déclaration directe, faite dans leur langue, n'est disponible ; un tel formulaire aurait permis d'éliminer tout problème de crédibilité.

5.3 Les auteurs affirment également que, si R. G. ne voyait plus son fils G au Pakistan, c'est parce qu'elle craignait pour sa propre sécurité et pour celle de ses enfants après le mariage de G avec une musulmane. Cela expliquait pourquoi la mère n'avait eu que vaguement connaissance de l'incident des coups de feu tirés sur G. En réalité, les conseils des deux familles avaient favorisé la réunification de la famille des auteurs après l'audience du 13 juin 2013 devant la Commission, ce qui avait permis aux auteurs d'en apprendre davantage sur les agressions subies par G et par son épouse. Le conseil des auteurs affirme également que, depuis leur départ du Pakistan, les cas de persécution religieuse ont été plus nombreux et qu'un grand nombre de chrétiens ont été enlevés, violés et tués¹³. Les auteurs se réfèrent aussi aux principes directeurs du HCR pour l'évaluation des besoins de

¹² Voir l'article 96 b) du règlement intérieur du Comité.

¹³ <http://voiceofthepersecuted.wordpress.com/2013/11/20/persecuted-christians-message-to-the-west-and-the-unhcr>.

protection internationale des demandeurs d'asile pakistanais, selon lesquels : « La minorité chrétienne au Pakistan fait l'objet d'actes de discrimination et de harcèlement répétés, ainsi que d'actes de violence motivés par la religion perpétrés par des groupes militants et par des éléments fondamentalistes. Les dispositions pénales, notamment les lois sur le blasphème, seraient utilisées par des organisations militantes et par les membres de certaines communautés musulmanes pour intimider et harceler les chrétiens (p. 25 et 26) ». Cette recrudescence des actes de persécution religieuse est due aux lois sur le blasphème, mais tient également au fait que ces derniers temps le groupe terroriste « État Islamique » a étendu son influence jusqu'au Pakistan.

5.4 Les auteurs estiment avoir apporté des éléments suffisants, aux fins de la recevabilité de leurs griefs au titre des articles 6, 7 et 18 du Pacte. Ils contestent les observations de l'État partie qui prétend que la Commission est mieux placée pour évaluer les faits, en arguant des faiblesses du système d'asile danois pour les raisons données plus haut, et insistent sur la manière dont ces faiblesses ont pu nuire à l'appréciation de leur crédibilité. Sur cette question de la crédibilité, le conseil renvoie à la publication du HCR intitulée « Beyond Proof – Credibility Assessment in EU Asylum System » (Au-delà de la preuve – Appréciation de la crédibilité dans le système d'asile européen), qui recommande vivement la prudence en la matière à cause des différences géographiques et culturelles. Pour ce qui est des arguments de l'État partie qui souligne que les auteurs n'ont pas signalé aux autorités les actes de harcèlement subis à l'école et dans la rue, il faut bien voir que si les auteurs ne sont pas allés à la police après ces incidents, c'est parce qu'ils savaient d'expérience que les chrétiens qui portent plainte à la police pour des actes de persécution religieuse ne reçoivent aucune assistance et que leur situation peut au contraire s'aggraver, ce qui est confirmé par la documentation générale sur la situation des droits de l'homme au Pakistan.

5.5 Les auteurs affirment en outre que les raisons pourquoi la Commission n'a pas retenu le récit de l'incendie ne sont pas solides. Alors que pour l'incendie, la même date – 27 mai 2012 – a été mentionnée tout au long de la procédure, l'État partie voit une contradiction entre un compte rendu d'audience où il est question du « soir » et la décision de la Commission où il est dit « qu'il faisait encore jour et qu'il était environ 16 heures » ou que c'était « tard dans la journée ». R. G., qui avait fait la dernière déclaration, est une femme relativement âgée qui a subi un traumatisme psychologique à cause de ce qu'elle a vécu. De plus, au Pakistan, on considère généralement que la soirée s'étend de 17 à 21 heures, de sorte qu'il peut très bien faire encore jour quand la soirée commence. Quant à la différence entre 16 et 17 heures, elle n'est pas significative. Le conseil des auteurs objecte aussi que les indications données par R. G. au sujet de la pièce où elle se trouvait lorsqu'elle a vu qu'il y avait le feu ne sont pas contradictoires. Toutes les explications indiquent que R. G. se trouvait chez elle avec les membres de sa famille. I. G. et une de ses sœurs dormaient, et l'autre fils et l'autre fille étaient éveillés. R. G. a été la première à voir qu'il y avait le feu quand elle se trouvait dans la cuisine. Ensuite elle est allée chercher les enfants qui étaient réveillés pour qu'ils l'aident à éteindre le feu et les autres se sont réveillés et levés pour leur prêter main forte. R. G. pensait que l'incendie avait été provoqué par un objet lancé dans la maison par une fenêtre et il était naturel de supposer, vu que la famille n'avait pas d'autres ennemis, que l'attaque venait des gens qui avaient harcelé les membres de la famille plus tôt ce même dimanche.

5.6 En conclusion, les auteurs maintiennent que, en confirmant la décision de rejet de leur demande d'asile, l'État partie les a exposés au risque sérieux de perdre la vie ou de subir des actes de torture ou d'autres traitements dégradants, et que leur expulsion vers le Pakistan constituerait donc une violation des articles 6, 7 et 18 du Pacte.

Observations complémentaires de l'État partie

6. Dans une note du 7 juillet 2015, l'État partie a présenté des observations complémentaires dans lesquelles il a repris les mêmes arguments concernant la recevabilité et le fond de la communication qu'il avait fait valoir dans sa réponse du 5 septembre 2014 ; il a ajouté que les observations complémentaires des auteurs, en date des 13 octobre et 13 novembre 2014, n'appelaient pas de nouveaux commentaires de sa part. L'État partie maintient par conséquent que, comme il l'avait indiqué dans ses observations du 5 septembre 2014, la communication n'est pas suffisamment étayée et qu'elle doit être déclarée irrecevable. Si le Comité devait déclarer la communication recevable, l'État partie maintient que l'expulsion des auteurs vers le Pakistan ne constituerait pas une violation des dispositions du Pacte.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

7.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement. Il relève également que les auteurs ont épuisé les recours internes disponibles, comme l'exigent les dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif.

7.3 Le Comité prend note des griefs de violation des articles 6 et 7 avancés par les auteurs qui affirment que, s'ils sont renvoyés au Pakistan, ils risquent de perdre la vie et aussi de subir un préjudice grave, y compris le viol dans le cas des filles mineures, et ils seront contraints de cacher leurs convictions religieuses, ce qui est contraire à l'article 18. Le Comité relève cependant l'argument de l'État partie qui objecte que les griefs des auteurs au titre des articles 6, 7 et 18 du Pacte doivent être déclarés irrecevables parce que les auteurs n'ont pas présenté d'éléments en faveur de la recevabilité de leur communication, étant donné qu'il n'a pas été établi qu'il existait des raisons sérieuses de croire qu'ils seraient exposés au risque de perdre la vie ou de subir des persécutions ou des mauvais traitements à cause de leurs convictions religieuses en cas de retour au Pakistan. Le Comité prend également note de l'argument de l'État partie qui affirme que les auteurs tentent d'utiliser le Comité comme un organe d'appel afin d'obtenir le réexamen des faits et circonstances invoqués à l'appui de la demande d'asile, sur laquelle les autorités nationales ont rendu une décision.

7.4 Le Comité rappelle son observation générale n° 31 (2004) sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, dans laquelle il mentionne l'obligation des États parties de ne pas extraditer, déplacer ou expulser une personne ou la transférer par d'autres moyens de leur territoire s'il existe des motifs sérieux de croire qu'il y a un risque réel de préjudice irréparable, tel que celui envisagé aux articles 6 et 7 du Pacte¹⁴. Le Comité a également établi que ce risque devait être personnel¹⁵ et qu'il fallait des motifs sérieux de conclure à l'existence d'un risque réel de dommage irréparable¹⁶. Pour prendre cette décision, tous les faits et circonstances pertinents doivent être pris en considération, notamment la situation générale des droits de l'homme dans le

¹⁴ Voir l'observation générale n° 31, par. 12.

¹⁵ Voir, par exemple, *J. J. M. c. Danemark*, par. 9.2.

¹⁶ Voir, par exemple, *J. J. M. c. Danemark*, par. 9.2 ; et la communication n° 1833/2008, *X. c. Suède*, constatations adoptées le 1^{er} novembre 2011, par. 5.18.

pays d'origine de l'auteur¹⁷. Le Comité rappelle sa jurisprudence, dont il ressort qu'il convient d'accorder un poids important à l'analyse qu'a faite l'État partie de l'affaire, sauf s'il peut être établi que cette appréciation a été manifestement arbitraire ou a représenté un déni de justice¹⁸. Il rappelle aussi que, d'une manière générale, c'est aux organes des États parties au Pacte qu'il appartient d'examiner ou d'apprécier les faits et les preuves en vue d'établir l'existence d'un tel risque¹⁹.

7.5 Le Comité prend note des griefs des auteurs qui affirment qu'ils ont été harcelés au Pakistan parce qu'ils sont chrétiens. Il relève que les auteurs font état d'une agression subie par I. G. le 25 mai 2012 et d'une autre agression subie par tous les membres de la famille alors qu'ils rentraient de la messe, le dimanche 27 mai 2012. Les auteurs font également état d'un incendie volontaire qui aurait éclaté à leur domicile le 27 mai 2012 et de coups de feu tirés sur G en mai et en novembre 2011. Le Comité note en outre que les auteurs craignent d'être exposés à un risque élevé de menaces pour leur vie, et de préjudice grave, y compris de viol dans le cas des filles mineures, de persécution ou de mauvais traitements par les autorités ou par des particuliers à cause de leurs convictions religieuses et craignent une entrave au libre exercice de leur religion puisqu'ils seront contraints de la tenir secrète en cas de retour au Pakistan, toutes choses contraires aux articles 6, 7 et 18 du Pacte. Le Comité prend note toutefois des conclusions de la Commission, qui a estimé que le récit de R. G. sur les circonstances de l'incendie, élément crucial des motifs invoqués par les auteurs pour demander l'asile, est si incohérent, imprécis et sur certains points contradictoires que les détails relatés ne peuvent pas être retenus comme des éléments de fait. Il note également que les auteurs n'ont jamais mentionné le conflit qui opposait G et son épouse à la famille de celle-ci jusqu'à ce que les époux reçoivent un permis de séjour en application du paragraphe 1 de l'article 7 de la loi sur les étrangers, et qu'ils n'ont pas établi qu'ils seraient exposés au risque que la famille de la femme s'en prenne à eux à cause du mariage de G. Il prend note également de l'argument de l'État partie qui relève que les auteurs disent craindre d'être la cible de mauvais traitements de la part de particuliers sans que l'État ou ses agents n'interviennent, et qu'il n'est pas établi que les autorités pakistanaises ne voudraient pas ou ne pourraient pas protéger les auteurs contre de tels risques, les auteurs n'ayant pas porté plainte à la police au Pakistan après avoir été agressés. Le Comité relève aussi qu'il n'est pas contesté que les auteurs n'ont pas été harcelés en raison de leurs convictions religieuses avant les faits qui se sont produits en mai 2012, mais que les intéressés affirment que le risque de harcèlement auquel ils seraient exposés s'ils étaient expulsés est aujourd'hui plus élevé à cause de la dégradation de la situation générale pour les chrétiens au Pakistan et à cause de la menace croissante que font peser les lois sur le blasphème en vigueur dans le pays.

7.6 Le Comité considère que la Commission a procédé à un examen exhaustif et approfondi de tous les éléments de l'affaire et note qu'elle a constaté que les auteurs n'avaient jamais eu de problèmes avec les autorités pakistanaises et que les incidents isolés qu'ils invoquaient étaient liés à un désaccord entre I. G. et des condisciples et ne pouvaient aboutir à ce que la protection prévue par l'article 7 de la loi sur les étrangers soit accordée aux auteurs, parce que ce différend n'était pas d'une gravité ou d'une nature propre à justifier l'asile. Les griefs soulevés par les auteurs à propos de la composition de la Commission et de la qualité des traductions et de l'interprétation des déclarations faites devant elle sont de nature générale et ne démontrent pas que l'appréciation de la demande

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid. Voir aussi la communication n° 541/1993, *Simms c. Jamaïque*, décision d'irrecevabilité du 3 avril 1995, par. 6.2.

¹⁹ Voir les communications n° 1763/2008, *Pillai et consorts c. Canada*, constatations adoptées le 25 mars 2011, par. 11.4 ; et n° 1957/2010, *Lin c. Australie*, constatations adoptées le 21 mars 2013, par. 9.3.

d'asile par les autorités danoises a été manifestement arbitraire ou a représenté un déni de justice.

7.7 Pour ce qui est de la décision du 3 mars 2014 par laquelle la Commission a rejeté la demande de réouverture de la procédure d'asile, le Comité prend note de l'argument de l'État partie, selon qui les auteurs ont sensiblement varié dans leurs déclarations au Service de l'immigration danois et à la Commission au sujet du risque que la famille de l'épouse de G s'en prenne à eux s'ils retournaient au Pakistan, mais n'ont présenté aucun élément nouveau montrant qu'ils risquaient à leur retour au Pakistan d'être persécutés ou de subir tout autre mauvais traitement justifiant que l'asile leur soit accordé. Le Comité constate que les auteurs ne sont pas d'accord avec les conclusions des autorités de l'État partie concernant les faits, mais les éléments dont il dispose ne montrent pas que ces conclusions sont manifestement déraisonnables.

7.8 En conséquence, le Comité considère que les auteurs n'ont pas suffisamment étayé leurs griefs selon lesquels les autorités de l'État partie n'ont pas évalué comme il convient le risque auquel ils seraient exposés s'ils sont renvoyés au Pakistan. Le Comité considère en outre que les informations dont il est saisi ne révèlent pas, à première vue, l'existence pour les auteurs d'un risque personnel pour leur vie, ni de torture, de mauvais traitements et d'entrave au libre exercice de leur religion après leur retour au Pakistan. Il constate par conséquent que les griefs de violation par l'État partie de ses obligations au titre des articles 6, 7 ou 18 du Pacte si les auteurs étaient expulsés vers le Pakistan sont insuffisamment étayés aux fins de la recevabilité et il conclut que la présente communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8. En conséquence, le Comité décide :

- a) Que la communication est irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif ;
- b) Que la décision sera transmise à l'État partie et aux auteurs.
